

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Les enseignements de la crise géorgienne**

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : lundi 22 septembre 2008

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Depuis près de 10 ans, un spectre hante le Caucase :** le spectre de la guerre. Les faits sont têtus. 1999 : début de la « sale guerre » entre la Russie de Poutine et la petite république tchéchène ~ 2003 : révolution en Géorgie qui voit la chute du régime néostalinien d'Edouard Chevardnadze et son remplacement par un gouvernement pro-occidental ~ août 2008 : offensive russe en Géorgie, pour « rétablir l'ordre en Ossétie du Sud ». Les « commentateurs » ont beau répéter que le conflit est enraciné dans la culture de ces petits peuples caucasiens, naturellement belliqueux et nationalistes, les socialistes ne peuvent se résoudre à admettre ces explications simplistes, mélange de déterminisme ethnique et d'ignorance historique. Car la réalité politique et sociale n'est pas faite de peuples érigés en substance éternelle et dotés de caractéristiques immuables, mais bien de classes sociales aux intérêts antagonistes et d'États dotés de leur logique propre.

**L'offensive géorgienne puis russe du 8 août ne sort pas du néant.** En fait, elle n'est que la conséquence logique d'une escalade diplomatique entre la Russie et les Etats-Unis qui remonte à ce printemps, sinon à la « Révolution des roses » géorgienne de 2003. En effet, le 3 avril dernier, sous la pression russe, le commandement suprême de l'OTAN a reporté sine die l'intégration de la petite république caucasienne à l'Alliance atlantique, tout en affirmant que la Géorgie la rejoindra un jour ou l'autre. Beau compromis boiteux qui a tout pour braquer les anciens KGBistes aux commandes à Moscou ! De fait, quelques jours plus tard, Poutine, dans ses derniers jours à la présidence de la Fédération de Russie, annonce le renforcement de son soutien aux régions géorgiennes géorgien en Ossétie, d'explosion de bombes en Abkhazie, de bluff diplomatique et de montée de la violence dans les zones prorusses. Le 9 juillet, fait significatif, un avion russe viole l'espace aérien géorgien au moment même où Condoleezza Rice effectuait une visite à Tbilissi... Quelques jours plus tard a lieu un exercice militaire conjoint des forces géorgiennes et américaines près de la capitale géorgienne, tandis que la Russie réalise une manœuvre non loin, dans le Nord du Caucase. Depuis le début de l'été, les deux camps étaient sur le pied de guerre, encouragés qu'ils étaient par leur puissant protecteur respectif. A Moscou, les discours sur l'agressivité géorgienne ou son incapacité à assurer la sécurité dans les zones séparatistes du Nord et de l'Ouest se sont multipliés dès le mois d'avril afin de préparer l'opinion publique russe et de tester les réactions occidentales<sup>1</sup>.

**La Géorgie n'est ni une puissance belliqueuse, ni un État en voie d'implosion.** Elle n'est qu'un pion dans un jeu diplomatique complexe. Nous sommes en effet dans un moment historique où deux tendances contradictoires s'affrontent. D'un côté s'exprime encore la volonté des États-Unis de désolidariser l'exglacis soviétique du centre russe. Cette exigence diplomatique du capitalisme nord-américain explique le soutien US apporté aux talibans afghans des années 1970 jusqu'aux attentats du 11 septembre, les deux conflits dans le Golfe persique, mais aussi la peur d'un impérialisme revanchard, mais à la mise à disposition de moyens politiques et financiers désormais conséquents à un projet de restauration qui a toujours existé depuis l'effondrement de l'URSS. Pour une partie de la bureaucratie soviétique en effet, les indépendances caucasiennes du début des années 1990 ont été un véritable traumatisme. La prise de pouvoir d'anciens cadres du KGB, après les années de libéralisation sauvage sous Eltsine, signifiait à terme le retour à un expansionnisme belliqueux au Sud. Le coup d'arrêt à l'implosion qu'a permis la « sale guerre » de Poutine en Tchétchénie et la réaffirmation de l'autorité de la Fédération de Russie sur ses « sujets » avaient pour suite logique la reconquête extérieure. La malheureuse république géorgienne est donc prise en étau entre la Russie de Poutine et les Etats-Unis qui rêvent encore d'étendre leur domination stratégique à tout le Caucase, sous couvert de l'OTAN.

**Mais ici comme ailleurs, la quête de l'hégémonie militaire** cache un impératif économique, qui s'inscrit dans le cadre de la crise de l'approvisionnement pétrolier. Les Etats-Unis cherchent à s'assurer le contrôle de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan menant les hydrocarbures de la Mer Caspienne à la Turquie, allié traditionnel des États-Unis dans la région. Si les gisements d'Azerbaïdjan sont insuffisants pour contrebalancer l'influence du Moyen-Orient qui détient 50 % des réserves mondiales, elle permet d'assurer à l'Occident la diversification de ses approvisionnements pétroliers."

**Mais revenons maintenant sur les circonstances de la crise diplomatique des derniers mois.** Si l'on prend du

recul, on constate que, dans l'escalade qui a mené à l'offensive du 8 août, on retrouve à tout moment la « patte » du régime moscovite. Les attentats, les incursions russes, l'utilisation des divisions ennemies sont une constante du pouvoir russe depuis la prise du pouvoir par Poutine, notamment en Tchétchénie. Dès cette époque, les observateurs non-stipendiés par Moscou voyaient déjà se mouvoir dans l'ombre les « agents du Kremlin, depuis longtemps passés maîtres dans l'art de la manipulation des dissidences »<sup>2</sup>. Les bombes opportunes qui ont fait plusieurs morts en Abkhazie ressemblent étrangement à celles qui ont explosé à Moscou en août 1999 et qui ont permis à Poutine de lancer sa « sale guerre » en Tchétchénie. Nul ne sait encore qui a posé les explosifs dans la capitale russe, mais trois choses sont sûres. Les deux Caucasiens condamnés à la perpétuité en 2004 pour ses attentats ont toujours clamé leur innocence dans un procès d'autant plus kafkaïen que l'accusation n'a fourni aucune preuve matérielle tangible de leur culpabilité. La psychose qui s'est emparée de la Russie suite aux attentats, et qui a été savamment entretenu par l'appareil d'État, a permis au nouveau président d'affirmer son pouvoir naissant. Enfin, quelques jours après le dernier attentat avéré, on a surpris des agents du FSB (l'actuel KGB) la main dans le sac, en train d'installer des explosifs dans un immeuble de Riazan, à quelques centaines de kilomètres de Moscou... Le parallèle avec les attentats perpétrés en Abkhazie, région géorgienne majoritairement séparatiste et soutenue aussi bien moralement que matériellement par Moscou, est ici frappant, puisque la Russie a immédiatement accusé la Géorgie des attentats du mois de juillet dernier, attentats qui ont eu le mérite de donner à Poutine un prétexte pour entrer en

**Manipulation de l'opinion, presse libre bâillonnée, recours systématique à la provocation**, et à la technique du fait accompli, pouvoir abandonné aux « services » héritiers du KGB : autant de méthodes similaires à celles de l'appareil stalinien. Il est frappant de constater à quel point on assiste actuellement en Russie à un phénomène de « restalinisation ». Il faut en effet prendre conscience du fait que nous parlons d'un pays qui voit reflourir partout les statues de Staline, qui a repris comme chant national l'ancien hymne soviétique, d'un pays dans lequel les dénonciations anonymes sont encouragées par l'Etat... Après les attentats de 1999, Poutine félicitait déjà ses prédécesseurs d'avoir « réussi à préserver le noyau de l'Union soviétique », seul référent politique viable. Il annonçait également que le terrorisme islamiste, qu'il voyait à l'oeuvre en Tchétchénie, était « la plus grande menace depuis Hitler ». La référence à la Grande Guerre Patriotique de 1941-1945 qui a coûté la vie à plus de 25 millions de Soviétiques est équivoque. Elle s'inscrit dans la culture russe, étant donné l'intensité de la mémoire relative à cet événement, mais prouve, en même temps que l'habileté de Poutine et des dirigeants russes, l'anachronisme de leur vision du monde, vision géopolitique bipolaire héritée de l'époque stalinienne.

**La tentative de restauration néo-stalinienne** existe et ce serait se voiler la face que de la nier et même de la sous-estimer. La population géorgienne comprend ce que les défenseurs de Poutine et de l'ordre établi, nos « intellectuels » du type Hélène Carrère d'Encausse, ne peuvent pas ou ne veulent pas comprendre. Irma Inaridzé, qui travaille dans la coopération franco-géorgienne pousse à propos ce cri du coeur : « vous, les Européens, vous ne pouvez pas comprendre ce qui est en jeu. Vous n'avez pas le même vécu que la petite Géorgie. [...] Les Baltes sont tout de suite venus, parce qu'ils nous comprennent. Les Hongrois savent ce qui se passe. Ils ont connu la même chose à Budapest en 1956. Pareil en 1968, pour les Tchèques. Vous, vous ne comprendrez jamais ce que c'est que de vivre avec le grand voisin russe, qui vous tape dessus à longueur de temps. L'Ossétie, ce n'est pas le vrai problème, c'est un prétexte. Si le conflit est résolu, ils trouveront autre chose ! Ils feront tout pour ne pas nous lâcher »<sup>3</sup>.

**Quelle doit être la position d'un socialiste internationaliste** dans cette crise bien plus profonde qu'elle n'y paraît ? Sûrement pas de faire des courbettes au régime russe, comme l'a fait Sarkozy, au nom de sa prétendue realpolitik internationale dont l'efficacité médiatique n'a égale que son absence d'effectivité réelle ! Son protocole de retrait des troupes russes, bâclé en quelques jours, et signé le 12 août, permet à Poutine d'opérer en Géorgie à sa guise. En voulant être « réaliste » et exister sur la scène internationale, notre omni-président a légitimé l'occupation russe. L'enfer impérialiste est pavé de bonnes intentions sarkoziennes... En effet, donner des gages au Kremlin, c'est l'encourager à aller encore plus loin, fidèle à sa technique de mise devant le fait accompli de la « communauté » internationale. En tentant de ménager la chèvre moscovite et le chou US, Sarkozy fait une erreur semblable à celles des gauchistes. Il n'y a pas de voie moyenne dans ce genre de crise. On ne peut pas plus renvoyer dos à dos les

## Les enseignements de la crise géorgienne

---

impérialismes russe et yankee, que leur proposer un compromis bancal. Si l'on veut défendre la souveraineté géorgienne, on ne peut se positionner in abstracto, car en politique, tout est question de timing. Pour l'instant, il faut que les Russes, en tant qu'occupants, soient défaits, militairement ou diplomatiquement. A bas l'impérialisme russe dans le Caucase ! Viendra ensuite le tour de l'Oncle Sam, car le peuple géorgien n'est pas plus friand de la World Company que du système KGBiste. Si cette vérité n'est pas encore patente, il faut que les Géorgiens en fassent l'expérience pratique. La libre autodétermination du peuple géorgien est à ce prix.

**Jean François Claudon (75)**

---

1 Source : <http://tempsreel.nouvelobs.com/> 2 Cité dans BLANC H., T comme Tchétchénie, Ginkgo, 2005. 3 Témoignage paru dans 20 Minutes, le 10 août 2008.